

LES LEADERS DE PARTI

Les leaders et présidents de parti font leur rentrée politique dans « Le Soir ». En prélude à la longue séquence électorale qui s'annonce : communales le 14 octobre, législatives le 26 mai. Chacun donne le ton de sa

campagne. Et pose une question au président suivant. Vendredi 24 août : Zakia Khattabi (Ecolo).

1/6

« Si possible, PTB, PS et Ecolo doivent négocier en priorité »

► Raoul Hedebouw envisage des discussions entre PTB, PS et Ecolo au soir du 26 mai 2019, « mais soyons clairs, il faut des politiques de rupture, et je ne vois rien en face pour l'instant ».

► Majorités communales ? « Nous sommes partants. »

► Gouvernement Michel ? « Ils organisent la paupérisation. »

ENTRETIEN

Longtemps partagé entre quatre grandes familles politiques (socialistes, libéraux, chrétiens-démocrates, écologistes), le paysage politique francophone mutera-t-il en mai 2019 ? Les communales d'octobre prochain annonceront-elles la tempête ? Le PTB est candidat au chambardement, à défaut de l'être au pouvoir. Vraiment ?

La question incontournable : en toute hypothèse, le PTB est-il prêt à aller au pouvoir ? C'est flou.

Non. Au plan fédéral et régional, nous voulons tirer les leçons de l'expérience Syriza en Grèce, où un gouvernement qui se revendiquait d'une gauche de rupture applique l'austérité. Bilan ? Un désastre social. Pendant les vacances, j'ai lu : « Conversation entre adultes », de l'ancien ministre des Finances Yanis Varoufakis, où il décrit les mécanismes qui ont barré un gouvernement dont la seule demande était de restructurer la dette : la Banque centrale a coupé les liquidités, il y a eu des rumeurs de coup d'Etat, des multinationales françaises et allemandes ont menacé de quitter le pays... Quand Juncker dit : « Je me fiche de savoir comment les Grecs votent, ce qu'ils doivent, c'est suivre les Traités », on voit bien que les autorités supranationales prennent parti pour l'élite financière.

Traduction chez nous, concrètement ?
La droite a choisi l'élite et les gens les plus riches, je vise le MR et la grande partie du CDH, voire le CDH tout court. Mais à côté, il y a un débat por-

tant sur les partis qui se revendiquent de la gauche. Nous devons constater qu'ils ont accepté de jouer le jeu de l'austérité européenne. PS et Ecolo ont voté les traités. Nous, nous disons qu'il faut changer. Qui est prêt à nous suivre ? Pour l'instant, je n'ai pas de réponse positive.

Dire : « Qui est prêt à nous suivre ? », ce n'est pas vraiment la définition du compromis... Le compromis, ce serait plutôt : « Où se rejoint-on ? »
OK, mais en Belgique ces 20 dernières années, on a pris l'habitude de passer des compromis qui sont en fait de la compromission. Voyez le PS, qui a voté la chasse aux chômeurs.

... Dans une coalition à six partis, se défendent-ils.

On est là au cœur du débat : la gauche doit refuser ce type de deal. Dans l'histoire, quand la gauche a été « de rupture », quand elle a voulu la journée des huit heures, posé les bases de la sécurité sociale – des inepties anti-économiques, selon l'élite dominante –, elle a avancé...

Attention, je respecte le PS et Ecolo, soyons clairs, je distingue gauche et droite, et je ne mets pas le PS sur le même pied que le MR. Mais mon souci, c'est de ne pas faire les mêmes fautes... Plein de gens me disent : « Qu'est-ce qui me garantit que vous ne serez pas comme les écolos et que vous ne jouerez pas le jeu ? »...

Imaginons que les résultats en mai 2019 donnent à voir numériquement une possible majorité de gauche au sud du pays : souhaitez-vous que PS, PTB et Ecolo se parlent prioritairement dans ce cas ?

Oui, c'est clair, il faudrait nous parler. Mais, soyons clairs encore : je ne vois pas d'issue, pas pour l'instant. Si j'entends Ecolo regretter la libéralisation du secteur énergétique, alors... Ecolo croit au capitalisme vert. Pas nous. Nous sommes pour la socialisation d'Electrabel. Ce ne sont pas des détails. Le PTB ne sera pas une force d'appoint. Notre électorat nous le demande : ne faites pas la même chose que les partis traditionnels. Tout dépendra aussi de la mobilisation du peuple le moment venu.

Trois exigences que vous déposeriez sur la table si cette réunion à trois devait avoir lieu ?

La socialisation du secteur énergétique, la socialisation partielle du secteur bancaire, la taxe des millionnaires.

Pour le reste, à propos de « compromis », vous savez, nous, on est dans la lutte des classes, donc on sait ce que ça veut dire faire des compromis, demandez aux délégués syndicaux dans les entreprises... Mais ce qui ne va pas, c'est les compromissions.

Dans les villes, vous êtes partants pour assumer des responsabilités...

Nous sommes ouverts. Je suis prêt à discuter avec le PS à Liège. Mais là aussi, il y a des points de rupture. Je propose de diminuer de moitié le salaire du bourgmestre. 10.000 euros aujourd'hui. Si Willy Demeyer entend... Ada Colau, de Podemos, a fait ça à Barcelone...

C'est démagogique.

Non, c'est une question d'éthique, un souffle nouveau dans la démocratie. Je rencontre des centaines de personnes qui sont dégoûtées.

Vous citez Ada Colau : elle applique une politique sociale-démocrate, ce n'est pas la révolution communiste à Barcelone.

Mais beaucoup de choses changent. Elle a pris de grosses mesures en termes de réquisition des logements vides. Nous, à Liège, on a sorti un programme de 200 pages, avec 500 propositions, comme la création d'une coopérative de construction de logements publics, sur le modèle viennois. A Herstal, à Charleroi, à Anvers aussi, nous sommes prêts.

Bart De Wever dit : si la gauche monte au sud, le pays se casse en deux.

C'est son agenda de toute façon : ou

l'ultralibéralisme ou la séparation. Mais il est embêté... Le PTB-PVDA est son antithèse, on est les antinationalistes affichés... Savez-vous que ma dernière vidéo sur la chasse aux chômeurs a fait 850.000 vues du côté francophone, et 450.000 en Flandre ? La colère monte chez les gens, comme jamais depuis de nombreuses années.

A ce propos, à la suédoise, vous promettez un « été indien »...

Le gouvernement a profité des vacances fin juillet pour venir avec son « jobs deal », qui pousse les gens dans la pauvreté. Ils ont fait ça quand les parlements ferment leurs portes. La population n'est pas au courant. Prenez la suppression des crédits-temps avant 60 ans. On est en train de dire qu'il faut aménager les fins de carrière et en même temps on interdit les 4/5 pour les gens qui sont épuisés, crevés, dans une des économies les plus productives au

monde. Deux : la dégressivité des allocations de chômage. Comment peut-on vivre avec 1.011 euros par mois ?

Les libéraux disent que ces réformes visent à sortir les gens de l'assistanat. Je défie Monsieur Michel de vivre avec 1.011 euros. Qu'il essaie, et qu'il vienne me dire ensuite si c'est de l'« assistanat » ! Si le Premier ministre croit qu'en ayant communiqué vite fait pendant l'été, il ne va rien se passer, il se trompe ! Je sens la colère chez les gens. On va appuyer à fond les mobilisations syndicales, notamment le 2

octobre dans les régionales. La lutte des classes va réimposer la question sociale dans l'agenda de la campagne.

Charles Michel soutient que le PS, c'est l'appauvrissement généralisé, et le PTB, n'en parlons pas...

C'est eux qui organisent la paupérisation ! Les mini-jobs ! Le nombre de burn-out explose. C'est la faillite du système libéral. Il va à sa perte, sur les plans social et écologique. Il nous mène à la catastrophe comme société humaine. Michel II, déjà, ce serait une catastrophe. On a une révolution récessionnaire partout en Europe. Nous

devons reconstruire une hégémonie culturelle à gauche. Le PTB a seulement deux députés fédéraux, on peut être d'accord ou pas avec nous, mais en tout cas, on arrive à faire souffler un vent de gauche dans les arènes parlementaires comme sur le terrain. Je trouve ça important de canaliser le mécontentement, sinon c'est la droite radicale qui va en profiter. C'est ce qu'on voit dans les pays où la gauche est déconstruite, comme en Italie. D'où notre responsabilité. ■

Propos recueillis par
MAXIME BIERME
DAVID COPPI

ASILE ET MIGRATION

« Les frontières ouvertes, ce n'est pas la solution »

On vous entend peu sur la migration. Le PTB au pouvoir, y aura-t-il encore des rapatriements forcés ? Oui, mais il faudra définir des critères objectifs. Pas comme aujourd'hui. Il en existe déjà...

Holà, c'est quand même à la tête du client. On n'hésite pas à renvoyer des gens dans des pays dangereux

comme le Soudan. Le rapatriement n'est pas la solution. J'ai travaillé deux ans à Kinshasa, j'ai compris qu'on n'arrête pas quelqu'un qui veut partir, il faut résoudre les problèmes sur place. Nous sommes les seuls à dire que les flux mondiaux sont dus aux guerres impérialistes... Francken fait le malin sur les réfugiés, or c'est lui qui a voté les bombardements en Libye, qui a généré le chaos, les flux !

Votre solution, c'est l'ouverture des frontières ?

Non, même si la défense des gens qui fuient les guerres, cela reste notre ADN. On est pour des régularisations selon des règles précises.

On parle beaucoup des futures migrations climatiques...

Ça montre que l'Europe mirador n'est pas possible. On ne va pas pouvoir gérer les rapatriements. Il faut débattre du statut de réfugié climatique. Mais il y a un tabou complet sur les causes de la migration. Ce n'est pas la fermeture ou l'ouverture des fron-

tières qui la régle, les gens décident de partir car c'est la guerre chez eux. **Que faire alors ?**

Il faut aider les pays du Sud via les accords commerciaux, leur permettre d'être protectionnistes. Mais le FMI et la Banque mondiale l'interdisent.

M.BMÉ ET D.CI

UNION EUROPÉENNE

« On accepte l'Europe mais pas ses règles »

Le PTB au pouvoir ira-t-il de pair avec un « BelXit » ? « Non, assure Raoul Hedebouw. Nous sommes dans la désobéissance réglementaire. On n'appliquera pas les règlements européens. Par contre, la zone géographique et politique européenne, on l'accepte. On est à l'ère d'un monde du travail européen qui se construit

au niveau économique mais pas encore au niveau politique. » Concrètement, le PTB n'appliquerait par exemple pas la directive européenne qui vise à libéraliser le chemin de fer. L'extrême gauche belge espère jouer un rôle de détonateur auprès des autres pays membres. Au point de vouloir faire exploser l'Europe comme le souhaitent les nouveaux dirigeants

italiens ? « Eux veulent un repli sur le fan nationaliste, ce n'est pas la

même chose. C'est la Commission qui brise l'Europe aujourd'hui en mettant les peuples en concurrence les uns avec les autres sur les pensions, la flexibilité. C'est normal que les gens ne voient que les aspects négatifs. » Le PTB veut se profiler comme l'alternative à gauche. « Entre le nationalisme des années trente et l'orthodoxie budgétaire, il n'y a pas d'issue. C'est un choix binaire qu'on ne doit pas poser aux gens. Il faut leur donner de l'espoir. Ce ne sera pas

possible avec cette Union européenne taillée sur mesure pour les multinationales. On n'est pas pour un repli national et cela nous singularise d'ailleurs car nous, nous croyons en le fait européen qui est l'un des niveaux où l'on doit mener notre combat. »

M.BMÉ ET D.CI

ANALYSE

Les mots

Les mots ont leur importance. Entre le Raoul qui exalte la « lutte des classes » et le Hedebouw qui fustige « l'élite », « l'establishment », « les gens d'en haut », il y a comme un hiatus. L'intéressé comprendra, il partagera même, sans doute. Raoul est à gauche, Hedebouw est ailleurs, du côté des popu-

lismes qui gonflent un peu partout. L'on sent bien que le député-vedette du PTB (le président du parti est le Flamand Peter Mertens, le sachiez-vous ?) est dans la stratégie de communication quand il utilise abondamment ce langage-là, ces termes-là. C'est ce qui marche en ce moment. Ce que les gens veulent entendre. Alors le PTB y va. On peut ne pas être d'accord avec la lutte des classes, juger le concept

d'un autre âge, le trouver extrême voire dangereux à l'usage, il est

contestable, mais il n'est pas démagogique. En revanche, l'incrimination à tout va de l'élite, l'establishment, les gens d'en haut, ça... C'est du Salvini, du Cinq Etoiles au mieux, du Trump, du Marine au pire. Le PTB a très envie de faire des voix ? Attention à perdre la sienne.

Du reste, Raoul Hedebouw (réuni en un seul homme politique cette fois)

ponctue son propos du jour avec justesse, livrant ce raisonnement à la fin de l'interview : « Je trouve ça important de canaliser le mécontentement, sinon c'est la droite radicale qui va en profiter. C'est ce qu'on voit dans les pays où la gauche est déconstruite, comme en Italie. D'où notre responsabilité... » Celle aussi - Raoul Hedebouw l'aura déduit lui-même - de ne pas déconstruire le langage de la gauche. Donc se revendique le PTB.

M.BMÉ, D.CI

La question de Raoul Hedebouw à Zakia Khattabi



« Bonjour Zakia : est-ce que le soutien d'Ecolo à la libéralisation du secteur énergétique n'a pas été une erreur quand on voit comment cela a renforcé les grands groupes ? »